

Directive 2001/77/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité.

Rapport de la Belgique sur les objectifs indicatifs nationaux (article 3.2)

I. Introduction

La répartition des compétences institutionnelles en Belgique attribue une compétence de principe aux régions en matière d'énergies renouvelables. Ce principe est cependant tempéré par le fait que les régions n'exercent leur compétence matérielle que dans la limite de leur sphère de compétence territoriale, et par conséquent pas sur les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international, espaces marins qui relèvent de l'autorité fédérale. Celle-ci est également seule compétente en matière de tarifs.

Conformément à ces principes, les régions ont adopté des règles législatives en vue de fixer des objectifs d'électricité verte ainsi que des mesures de promotion pour les atteindre alors que l'état fédéral a adopté des mesures destinées à promouvoir le développement de la production d'électricité verte en mer du nord sous juridiction de la Belgique (ci-dessous dénommée électricité verte offshore) ainsi que des mesures tarifaires garantissant un prix minimum aux différents types d'électricité verte, quel que soit le lieu de leur production.

Les divers systèmes de promotion de l'électricité verte adoptés ou en cours d'élaboration tant au niveau de chacune des régions que de l'état fédéral reposent sur la création de systèmes de certificats verts attribués aux producteurs d'électricité verte dont les installations de production bénéficient d'une garantie d'origine. C'est à travers l'imposition de quotas d'électricité verte aux fournisseurs livrant sur leur territoire que les régions se dotent des moyens d'atteindre leurs objectifs. En ce qui concerne l'autorité fédérale, un objectif intermédiaire de 3% en 2004 a été fixé par le gouvernement par décision du 5 avril 2000 dans le cadre de la mise en oeuvre de la libéralisation du marché. Concrètement, les certificats verts attribués pour l'électricité verte offshore s'intégreront dans les quotas régionaux.

II. Mesures prises au niveau de l'état fédéral et contribution de ces mesures aux objectifs indicatifs

Dans le respect des règles de répartition des compétences précitées, l'état fédéral ne dispose pas de la possibilité légale d'imposer des quotas d'électricité verte à tout ou partie des acteurs actifs sur le marché de l'électricité. Les autorités fédérales contribuent cependant de manière active au développement de l'électricité verte par

la mise en place des arrêtés royaux fixant - les conditions et procédures d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents dans la mer sous juridiction de la Belgique (Arrêté royal du 20/12/2000) - les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement du milieu marin ainsi que la procédure d'octroi des permis environnementaux qui y sont liés (Arrêtés royaux du 20/12/2000). A coté de ces arrêtés royaux fixant les conditions de la construction physique d'installations de production d'électricité verte offshore, l'arrêté royal du 16 juillet 2002 vise à prendre des mesures en vue d'assurer l'écoulement sur le marché, à un prix minimal, d'un volume minimal d'électricité, verte. En vue de réaliser cet objectif, l'arrêté royal organise la garantie d'origine pour les installations de production d'électricité verte offshore, l'attribution de certificats verts à ces installations ainsi que l'établissement de prix minima pour la production d'électricité verte quel que soit son lieu de production en Belgique.

Le potentiel de l'électricité verte offshore pour la Belgique peut s'apprécier d'une part au regard de différentes études réalisées sur ce sujet et d'autre part au regard des projets industriels concrets qui se sont formés dès la publication des premiers arrêtés royaux précités. Des différentes études disponibles et en fonction de critères objectifs tels la distance minimale et maximale par rapport à la côte, la profondeur du sol marin, les zones marines déjà affectées à d'autres utilisations,..., il ressort que le potentiel de la seule technologie offshore industriellement et économiquement mûre actuellement (technologie éolienne) s'établit entre 1000 et 1500 MW de. capacité installée à l'horizon 2020. Actuellement, moins de 2 ans après la publication des législations ad hoc, un projet industriel de 100 MW a fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires (concession domaniale et permis d'environnement) et trois demandes sont en cours d'analyse pour des projets d'une capacité globale s'élevant entre 400 et 500 MW. L'horizon d'exploitation effective de ces installations se situe entre 2003 et 2006.

Sur base d'une production de 330 GWh par tranche de 100 MW et par rapport à la consommation actuelle de la Belgique (80.000 GWh), il est raisonnable d'affirmer que la production des éoliennes offshore atteindra en 2010 entre 2 et 3 % de la consommation brute d'électricité, pour une capacité de 500 à 750 MW. Il s'agit d'une contribution significative de la part de l'état fédéral à l'objectif indicatif de la Belgique de 6% en 2010 qui' sera rencontré également par la contribution des régions.

III. Mesures prises au niveau de la région wallonne et contribution de ces mesures aux objectifs indicatifs

Afin de rencontrer les objectifs de réduction de gaz à effet de serre fixés à Kyoto et promouvoir l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité ainsi que le prévoit la directive du 27/09/01, le Gouvernement wallon a mis en place un mécanisme de certificat vert et un mécanisme d'aide à la production (décret du 12 avril 2001).

Actuellement, la part de la consommation d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables en Wallonie avoisine 2% (moins de 1 % en Belgique). A l'horizon 2010, le potentiel de consommation d'électricité produite à partir de sources

d'énergie renouvelables en Région wallonne est évalué à 8%. La réalisation de cette estimation requiert néanmoins d'importantes mesures de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, le coût de production de l'électricité verte (produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou d'installations de cogénération) étant un frein non négligeable à son développement. Dès lors, des mécanismes d'aide à la production et/ou de certificats verts sont envisagés afin de promouvoir cette électricité.

Le Gouvernement wallon a adopté le 4 juillet 2002 un arrêté relatif à la promotion de l'électricité verte.

Il y est stipulé que des certificats verts seront attribués aux producteurs d'électricité verte pour les installations disposant d'un certificat de garantie d'origine octroyé par un organe de contrôle agréé. Les certificats verts seront attribués sur base de la production d'électricité verte et du taux d'économie de dioxyde de carbone réalisé par la filière de production utilisée (un certificat vert est attribué pour une économie de 450 kg de CO₂). Les fournisseurs d'électricité pourront, moyennant paiement, acquérir ces certificats verts auprès des producteurs d'électricité verte et devront fournir à la CWaPE un certain quota de certificats verts en fonction de leurs achats. Parallèlement au marché physique de l'électricité, un marché virtuel de certificats verts apparaît donc.

Le quota entre en vigueur à partir du 1^{er} octobre 2002 et sera modifié le 30 septembre de chaque année suivante. Les quotas jusqu'en 2010 sont les suivants :

| | | | | | | | | | | |
|---|----|-----|---------|------|----|----|-----------|------|---|----|
| - | du | 1er | octobre | 2002 | au | 30 | septembre | 2003 | : | 3% |
| - | du | 1er | octobre | 2003 | au | 30 | septembre | 2004 | : | 4% |
| - | du | 1er | octobre | 2004 | au | 30 | septembre | 2005 | : | 5% |
| - | du | 1er | octobre | 2005 | au | 30 | septembre | 2006 | : | 6% |
| - | du | 1er | octobre | 2006 | au | 30 | septembre | 2007 | : | 7% |

En 2005, le Gouvernement wallon déterminera les quotas ultérieurs.

Dans la mesure où les certificats verts sont octroyés à l'électricité verte produite dans les autres régions de la Belgique ou en Mer du Nord, ces certificats peuvent être comptabilisés dans le quota imposé aux gestionnaires de réseaux et aux fournisseurs. Pour les certificats verts octroyés à l'électricité verte produite en dehors de la Belgique, le Gouvernement wallon déterminera les conditions d'acceptation de ces certificats.

Chaque trimestre, la CWaPE contrôle le respect des quotas par les fournisseurs et gestionnaires de réseaux. En cas de non-respect des quotas imposés, le fournisseur ou gestionnaire de réseau en défaut doit payer une amende administrative pour le trimestre envisagé. Le produit de celle-ci alimente le fonds Energie. Le montant de l'amende est de 75 euros par certificat manquant durant le premier semestre; ensuite, il sera de 100 euros.

Le décret du 12 avril 2001 prévoit également qu'à l'avenir les producteurs d'électricité verte en Région wallonne pourront bénéficier d'un mécanisme d'aide à la production. Il s'agit d'un subside obtenu en échange des certificats verts. A côté du prix du marché, les producteurs d'électricité verte en Région wallonne se verront octroyer un certain montant qui leur permettra de prendre en charge les surcoûts liés à la production d'électricité verte. L'aide à la production sera octroyée pour des

installations de production d'électricité verte dont la mise en service est postérieure au 31 décembre 2003.

L'aide à la production octroyée par le ministre en échange des certificats verts sera de 65 euros par certificat vert. Le montant accordé lors de l'octroi de l'aide à la production vaudra pour la durée de l'amortissement de l'installation avec un maximum de 10 ans.

Lorsque les deux régimes seront établis, le régime d'aide à la production ne sera pas cumulaire avec le mécanisme des certificats verts. Le producteur pourra, soit vendre son certificat vert sur le marché des certificats verts, soit l'échanger auprès de l'administration pour recevoir l'aide à la production. Dès lors, les producteurs d'électricité verte en Région wallonne choisiront entre le mécanisme des certificats verts ou l'aide à la production. Cependant, s'ils optent pour l'aide à la production, ils pourront en cours de production changer de régime et choisir le marché des certificats verts.

Toutefois, ce régime de l'aide à la production n'est pas encore définitivement approuvé. Il est donc susceptible d'être modifié.

IV. Mesures prises au niveau de la région flamande et contribution de ces mesures aux objectifs indicatifs

1. Vlaamse streefcijfers (2002-2012)

Vlaanderen heeft streefcijfers inzake het marktaandeel van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen onder de vorm van quota die worden opgelegd aan de leveranciers die leveren via het distributienet. Die quota zijn vastgelegd in het Elektriciteitsdecreet van 17 juli 2000. Er wordt gewerkt aan een wijziging van dit decreet dat deze quotaverplichting vanaf 2004 zal uitbreiden naar leveranciers die leveren via het transmissienet (> 70 kV), wat tot volgende quotaverplichtingen zal leiden op 31 maart van de volgende jaren:

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| % | 0,8 | 1,2 | 2 | 2,5 | 3 | 3,5 | 4 | 4,5 | 5 |

De quotaverplichting en het systeem van groenestroomcertificaten hebben betrekking op een beperkter aantal hernieuwbare energiebronnen dan mogelijk is volgens de definitie van de richtlijn. Met name elektriciteit uit de verbranding van de biologische fractie van niet-gescheiden restafval kan niet in aanmerking komen om te voldoen aan de Vlaamse quotaverplichting omdat men deze productiemethode om milieuredenen niet wil ondersteunen. Deze elektriciteit kan echter wel in aanmerking genomen worden als nagegaan wordt of het indicatieve streefcijfer uit de richtlijn wordt gerealiseerd.

De productiecapaciteit van groene stroom groeit snel in Vlaanderen. In 2000 werd 53 GWh groene stroom geproduceerd, in 2001 79 GWh en men verwacht een productie van 200 GWh in 2002.

2. Steunmaatregelen

- Groenestroomcertificaten

Het systeem van groenestroomcertificaten werd ingesteld door het Elektriciteitsdecreet van 17 juli 2000 en trad in werking in 2002. Voor elke 1.000 kWh die wordt opgewekt uit een hernieuwbare energiebron wordt een certificaat toegekend aan de producent. Tegelijkertijd worden de leveranciers van elektriciteit verplicht om tegen 2004 groenestroomcertificaten voor minstens 2% van de geleverde elektriciteit over te maken aan de Vlaamse reguleringsinstantie (VREG) die het systeem van groenestroomcertificaten beheert. Na 2004 loopt de doelstelling geleidelijk op tot 5% in 2010. De quotaverplichting zorgt voor een markt in certificaten en voor een extra inkomen van de groenestroomproducenten.

Indien een leverancier niet aan kan voldoen aan de verplichting van een minimumaandeel groene stroom, zal hij een boete moeten betalen die de komende jaren geleidelijk stijgt en maximaal 125 euro per ontbrekend certificaat kan bedragen. De boetes worden gestort in een Fonds voor de ontwikkeling van Hernieuwbare Energiebronnen.

In het Aardgasdecreet van 6 juli 2001 werd de mogelijkheid opgenomen om dit systeem aan te vullen met een systeem van groenewarmtecertificaten.

Sinds 1 januari 2002 werden reeds 18 aanvragen ontvangen van uitbaters van productie-installaties om erkend te worden als groenestroomproducent. Het gaat daarbij om 41 installaties, met een totale geschatte jaarproductie van zo'n 164 GWh. Het gaat hierbij zowel over elektriciteit gebaseerd op wind-, waterkracht- en zonne-energie, als om installaties die werken met biomassa, stortgas en biogas (uit GFT en slib). De lijst van de producenten die reeds groenestroomcertificaten uitgereikt kregen, is terug te vinden op de VREG-website (www.vreg.be).

- Marktintroductieprojecten (fotovoltaïsche zonnepanelen)

Een beperkt marktstimuleringsprogramma voor fotovoltaïsche zonnepanelen is in uitvoering sinds juli 1998. Om aan de toenemende vraag naar deze subsidie te voldoen, werd het budget hiervoor in 2002 verdubbeld tot 1 miljoen euro. Dit budget werd volledig benut.

- Hernieuwbare energieprojecten op overheidsterreinen

Wat betreft windenergie is de haalbaarheid onderzocht van projecten op parkeerterreinen langs autosnelwegen in Vlaams beheer. Een eerste selectie leverde 18 mogelijke locaties op en er werd een offerteaanvraag voor concessies voor de plaatsing van windturbines op deze locaties gepubliceerd.

Een analoog project werd aan de hand van het recent afgewerkte Windplan Vlaanderen opgestart voor wat betreft de inplanting van windturbines langs waterwegen op terreinen beheerd door de Vlaamse overheid. Een eerste selectie leverde een vijf- à tiental mogelijke locaties op.

Wat fotovoltaïsche zonne-energie betreft heeft een werkgroep de mogelijkheid onderzocht om in Vlaanderen fotovoltaïsche zonnepanelen op geluidsschermen langs autowegen te plaatsen. In het tweede semester van 2002 wordt de laatste hand gelegd aan het bestek dat de offerteaanvraag voor concessies voor de plaatsing van fotovoltaïsche zonnepanelen op geluidsschermen moet mogelijk maken.

De aanbesteding voor de bouw en exploitatie van een windturbinepark op de Westelijke havendam van Zeebrugge werd afgerond in 2002. De concessie werd toegekend aan SPE NV. De procedure voor de opmaak van een MER is gestart in het midden van 2002.

Verder werd een inventaris gemaakt van de locaties in gewestbeheer die gelegen zijn aan bestaande sluizen op de bevaarbare waterwegen en geschikt zijn voor het plaatsen van waterkrachtinstallaties. Recent werd een toetsingskader opgemaakt dat de waterwegbeheerders in staat stelt om aan de concessionaris maatregelen op te leggen om de eventuele impact op visbestanden verder te minimaliseren. Gedurende het eerste semester van 2002 werden er reeds twaalf locaties toegewezen.

- Intensifiëring van de promotie- en informatieactiviteiten rond hernieuwbare energiebronnen

Om hernieuwbare energietechnologieën bekend te maken bij het grote publiek en om potentiële gebruikers wegwijs te maken op de nog jonge markt, is een centrale informatiezender rond hernieuwbare energie onmisbaar. De taken van de zender zijn algemene voorlichting en sensibilisering (verspreiden brochures, aanwezigheid op beurzen,...) en individuele informatieverstrekking, eerstelijnsadvies en doorverwijzing. Het promotieorgaan pleegt ook overleg met de gebruikers, aanbieders, producenten en regelgevende instanties over de knelpunten en opportuniteiten voor de ontwikkeling van de markt en koppelt deze informatie terug naar het beleid.

In het kader van de reorganisatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap zal een Vlaams Energieagentschap worden opgericht dat deze rol op zich zal nemen. Met het oog op het bereiken van voldoende kritische massa en om beter te kunnen sturen, zal het Energieagentschap de uitvoerende activiteiten m.b.t. hernieuwbare energie van de huidige administratie en andere organisaties clusteren en intensifiëren.

V. Mesures prises au niveau de la région bruxelloise et contribution de ces mesures aux objectifs indicatifs

NB: LES CHIFFRES ET LES ORIENTATIONS PRESENTES ICI SONT INDICATIFS ET FIGURENT DANS DEUX PROJETS D'ORDONNANCE ACTUELLEMENT SUR LA TABLE DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS. UNE NOTE DEFINITIVE ET COMPLETE SERA DONC ENVOYEE DES QUE POSSIBLE.

Bien que ne produisant pas d'électricité sur son territoire (hormis via les installations de cogénération et l'incinérateur), la Région de Bruxelles-Capitale est en train d'élaborer sa politique de promotion des énergies renouvelables.

Cette politique vise donc à promouvoir, via un mécanisme de certificats verts, la production d'électricité verte en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'avant-projet d'ordonnance prévoit des quotas d'électricité verte pour les fournisseurs d'électricité de clients bruxellois. Ces quotas sont fixés comme suit :

2003 : 2%

2004 : 2,25%

2005 : 2,5%

Il faut noter que les quotas bruxellois ne reposent pas sur une potentialité de production d'électricité verte puisque de telles installations ne sont pas envisageables sur son territoire.

La cogénération de qualité bénéficiera également du marché des certificats verts dès 2003.

Selon l'avant-projet d'ordonnance, pour les années ultérieures à 2005, le gouvernement établira les quotas sur la base de l'évolution du marché des certificats verts et de la production d'électricité verte.

L'énergie solaire est également une source de production d'électricité verte. Le plan sur la qualité de l'air et le réchauffement climatique intègre une série de prescription en la matière et se fixe des objectifs à horizon 2010. Des scénarios de réductions des consommations d'énergies et d'émission de CO₂ y figurent également.

VI. Synthèse des objectifs régionaux et objectif indicatif pour la Belgique

Les objectifs des régions intègrent la possibilité de prendre en compte l'électricité verte offshore mais excluent par ailleurs l'incinération de la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux: Si l'on fait la moyenne pondérée des objectifs de la région wallonne et de la région flamande, l'on arrive à un objectif de 5,5 % de la consommation totale d'électricité en Belgique à l'horizon 2010. Les objectifs qui seront adoptés à brève échéance par le gouvernement de la région bruxelloise devraient permettre d'atteindre l'objectif de 6% qui figure à l'annexe de la directive.